



Régionales 2004

Listes MNR : la vraie droite part en campagne !

Constitution des listes ● Investiture des têtes de liste ● Mobilisation financière ● Thèmes de campagne : lutte contre l'islamisation, contre le déclin économique, contre le mal-vivre et contre la crise scolaire

UMP et FN : la grande déception

Maintenant c'est clair, chacun l'a compris, M. Raffarin a profondément déçu. Il avait pourtant, avec ses amis de l'UMP, toutes les cartes en main. Une victoire électorale en 2002, une opposition défaite et tous les pouvoirs pour cinq ans. Il aurait donc pu engager la grande politique de redressement national qu'espéraient les Français. Mais l'espoir a été déçu et rien n'a été fait en dehors d'une réforme croupion du système de retraite.

Rien n'est venu

L'islamisation se développe et M. Raffarin ne trouve pas d'autre réponse qu'un déplacement en grande pompe à la mosquée de Paris. La lutte contre l'insécurité était la priorité du gouvernement, mais M. Sarkozy a supprimé la double-peine et juge les assassins étrangers dignes de devenir français. Sur le plan économique et financier, rien n'est venu. Les finances publiques sont tellement mauvaises que la France est au

bord du dépôt de bilan et M. Raffarin continue d'augmenter les dépenses. Quant à la désindustrialisation et au chômage,

Édito



le gouvernement les observe en spectateur. Rien n'est fait pour permettre aux entreprises de faire face à la mondialisation sauvage. L'UMP, c'est donc la grande déception.

Il en va de même pour le FN puisque le score de Le Pen à la présidentielle n'a débouché sur rien. Le FN apparaît de plus en plus comme un simple défouloir permettant aux électeurs de faire un bras d'honneur au pouvoir.

Rassembler les déçus

Le MNR, qui veut faire émerger une vraie droite sans laxisme ni extrémisme, a donc toute sa raison d'être. Nous devons rassembler les déçus de l'UMP et du FN et, avec eux, créer le grand mouvement dont la France a besoin.

Bruno Mégret

Oui à l'Europe, non à la constitution de Giscard..... p. 3

Quatre thèmes pour la campagne des régionales. p. 6

Deux têtes de liste montent au créneau p. 8

Islam : le droit à la critique..... p. 11

Sécu : du désordre au désastre.....p. 13

Réforme de l'État : une réformette de plusp. 14

UDC : victoire de la vraie droite suissep. 15

Le MNR sur le web : www.m-n-r.com

Économie et social : Raffarin spectateur de la régression page 12

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

15 septembre

■ Échec de la réunion de Cancun : l'OMC doit faire une pause



Pour Philippe Milliau, membre du bureau national du MNR, l'échec de la conférence de Cancun montre que la mondialisation est un fardeau pour la plupart des pays du monde. Alors que l'OMC pourrait être un instrument bénéfique de régulation des échanges économiques internationaux, elle agit au contraire en aveugle

en cherchant à aller toujours plus loin dans la libéralisation du commerce et la suppression des obstacles aux échanges. L'OMC doit tirer les leçons de la rupture des négociations et faire une pause dans son action. Les économies nationales sont soumises à suffisamment de pressions mondialisatrices pour qu'on arrête le processus et qu'on donne le temps à chacune d'entre elles d'y faire face.

18 septembre

■ Affaire Alstom : l'Europe ne doit pas nuire à l'Europe



Jean-Yves Waquet, membre du bureau national du MNR, se déclare inquiet pour la survie d'Alstom et considère l'ultimatum lancé par Bruxelles à l'Etat français comme la manifestation irresponsable et butée d'une organisation bureaucratique à courte vue. Il déplore que les contraintes excessives imposées à la France mettent en péril

la survie de ce fleuron de notre industrie, symbole de la réussite technique européenne et connu dans le monde entier grâce à la construction du TGV. Pour Jean-Yves Waquet, l'Europe ne doit pas nuire à l'Europe. Elle ne doit pas appliquer aveuglément les principes théoriques des manuels d'économie politique mais agir pour défendre les intérêts et la puissance de l'Europe qui en l'occurrence sont ceux de la France et d'Alstom.

26 septembre

■ Budget 2004 : Raffarin veut faire prendre les millimètres pour des kilomètres



Pour Annick Martin, secrétaire générale du MNR, la présentation du budget 2004 montre à quel point le gouvernement Raffarin est maintenant immobilisé. On annonce aux Français des réductions d'impôts et des économies budgétaires alors que celles-ci sont dérisoires. La baisse du nombre de fonctionnaires ne sera

pas, comme initialement prévu, de 30 000 mais de 4 000, soit une réduction des effectifs de 0,01%. Quant à la baisse des prélèvements obligatoires, elle ne sera pas plus importante. Si Raffarin bouge, il le fait avec la rapidité d'un escargot. Il veut nous faire prendre les millimètres pour des kilomètres et, à ce rythme, il lui faudra plusieurs siècles pour assainir les finances de la France.

3 octobre

■ Il ne faut pas légiférer sur l'euthanasie



Le Dr Jacques Lafay, membre du bureau national du MNR, se dit défavorable à une législation sur l'euthanasie, qui mettrait en cause le principe du caractère sacré de la vie humaine. Il estime qu'il faut dans ce domaine s'en remettre à l'é-

thique du corps médical. Il fait confiance aux médecins pour accompagner vers leur fin les malades qu'ils savent condamnés, avec humanité et dignité, sans précipiter leur mort et sans acharnement, en leur apportant les soins palliatifs et les apaisements physiques et moraux que nécessite leur état.

15 octobre

■ Nucléaire : une décision rapide s'impose



Yves Dupont, vice-président du MNR, se félicite que la France semble s'engager sur la voie d'un renouvellement de son parc électronucléaire, garant de l'indépendance nationale énergétique et seul moyen de limiter le rejet de gaz à effet de serre. La poursuite du programme électronucléaire doit être rapidement décidée afin de mettre en chantier, dès que possible, des réac-

teurs de génération III de type EPR. Pour Yves Dupont, il ne saurait être question d'attendre la mise au point des réacteurs de génération IV, compte tenu de l'urgence à rénover le parc électronucléaire français. Ne pas prendre cette décision reviendrait soit à prolonger les réacteurs actuels au-delà de quarante ans, soit à réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité. Dans les deux cas, ce serait une erreur lourde de conséquences.

17 octobre

■ La Chine envoie un astronaute autour de la terre : l'Europe doit envoyer des Européens sur Mars

Bruno Mégret exprime son admiration pour la réussite spatiale de la Chine qui, en envoyant un homme dans l'espace, est parvenue à se hisser seule au rang de troisième puissance astronautique du monde. Il déplore à cette occasion que l'Europe, malgré les succès technologiques et commerciaux d'Ariane, ait été incapable de tenir son rang au côté des Américains et des Russes. Bruno Mégret considère que les responsables européens ont tort d'apprécier tous leurs projets en termes

de rentabilité économique immédiate. Le vol spatial d'un astronaute chinois montre combien une opération sans aucune utilité commerciale ni technique peut être utile au prestige et à la cohésion d'une nation. Si l'Europe veut exister dans le monde et dans l'esprit des Européens, elle doit, à l'image de la Chine, se lancer de grands défis et les mener à bien. Bruno Mégret appelle les dirigeants européens à se fixer comme objectif d'envoyer, les premiers, des Européens sur Mars.

17 octobre

■ Le MNR pour une loi contre le foulard islamique à l'école et dans les services publics



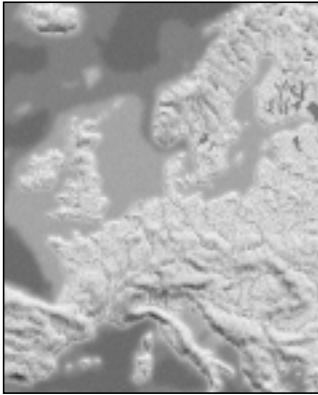
Devant la multiplication d'incidents relatifs au port du voile islamique dans les établissements scolaires et les administrations, Bertrand Robert, membre du bureau national du MNR, considère qu'il est grand temps pour M. Raffarin de clarifier la situation. Par leurs déclarations ambiguës, voire contradictoires, les membres du gouvernement mettent notre république en danger.

Car le jusqu'au-boutisme des organisations islamistes et des jeunes femmes voilées s'apparente à des actes de revendication politiques et militants qui ne doivent pas se développer. Pour Bertrand Robert, il faut désormais faire preuve d'autorité et réaffirmer les principes de la laïcité républicaine. La seule solution pour cela est d'interdire, par une loi sans équivoque, le foulard islamique à l'école et dans tous les services publics.

ERRATUM - Une erreur s'était glissée dans le dernier n° du Chêne. Ce n'est pas Yves Crubellier, SD du Rhône, qui a fait une intervention sur la construction européenne telle que le MNR la conçoit, mais Thierry Cuvillier, secrétaire départemental adjoint de l'Essonne.

Le Chêne
REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE

N°33 - nov. 2003 - Directeur de la publication : Michel Colin
Périodicité : Mensuel - Rédaction : 15, rue de Cronstadt 75015 Paris
Date de la parution : nov. 2003 - Commission paritaire : n° 11309
Imprimeur : Roto Presse Numéris Livry-Gargan (93)



Construction européenne

Oui à l'Europe, non à la constitution de Giscard !

Le travail constitutionnel de M. Giscard d'Estaing ne débouche pas sur un texte fondateur. Le préambule de la constitution ignore totalement la dimension chrétienne de l'Europe. Parce que ce projet prépare l'entrée de la Turquie dans l'Europe, nous devons nous y opposer. Pour défendre l'Europe, la vraie, l'Europe des nations.

L'exercice constitutionnel de M. Giscard d'Estaing mérite d'être salué pour l'exploit formel qu'il représente. Réussir à mettre d'accord les membres d'une convention tout entière sur un texte destiné à remplacer tous les traités internationaux accumulés depuis 1958, voilà qui n'était pas facile ! Pour autant, le travail de l'ancien président de la République débouche-t-il sur un texte fondateur, susceptible d'organiser, dans le respect des nations, une Europe forte et puissante, telle que nous la souhaitons ? La réponse hélas est négative.

Certes, le projet de M. Giscard d'Estaing prévoit un président stable du Conseil européen, ce qui peut contribuer à donner de l'autorité à l'Europe sur la scène mondiale. Certes, comparé à l'écheveau inextricable des traités actuels, le texte de la convention a le grand mérite de la simplification ; simplification cependant toute relative, car ce projet de constitution comporte quatre parties, trois annexes et plus de cent articles. Et, disons-le, ce n'est pas un texte court qui énonce avec limpidité quelques grands principes fondateurs et qui instaure avec transparence quelques grandes institutions aux pouvoirs clairement délimités.

Une constitution peu démocratique

Au demeurant, cette constitution présente une singularité quelque peu inquiétante pour la démocratie. Contrairement aux constitutions traditionnelles qui définissent le cadre institutionnel de l'exercice des pouvoirs publics, laissant ensuite les acteurs démocratiquement investis totalement libres de mener la politique de leur choix, cette constitution définit dans le détail les objectifs et les principes des politiques à conduire. Autant dire que les peuples d'Europe n'ont, dans ce cadre,

plus grand-chose à décider. Ils se trouvent dès le départ démocratiquement amputés d'une partie de leurs prérogatives.

Il en est ainsi également des mesures prises pour adapter le fonctionnement institutionnel de l'Europe à l'arrivée des dix nouveaux membres. L'extension du vote à la majorité et la réduction du nombre de commissaires viennent encore limiter la souveraineté des nations. Les États seraient ainsi placés dans la situation d'avoir à subir des décisions préparées par un exécutif où ils ne sont pas représentés et adoptées contre leur gré dans un conseil où ils auront été mis en minorité.

Une Europe sans frontière

D'autre part, cette constitution pourtant très prolifique est des plus sommaire quant à l'identité de l'Europe et à ses frontières. Le préambule de la constitution évoque l'héritage commun des Européens en termes particulièrement abstraits et ignore totalement la dimension chrétienne de la réalité européenne. Si ce refus de prendre en compte cette composante pourtant objective de notre identité n'était due qu'à une volonté de défendre le principe de laïcité des pouvoirs publics, on pourrait à bien des égards être rassuré, cela ne porterait pas à conséquence. Mais la présence de la Turquie aux négociations sur le projet de constitution laisse à penser que la raison véritable de l'absence de toute référence chrétienne est la volonté de faire entrer dans l'Europe un pays musulman. Comme l'a dit un officiel européen, « l'Europe ne doit pas être un club chrétien ».

Cette volonté de déracinement est encore renforcée par l'absence dans le projet de constitution de toute référence aux frontières de l'Europe. Comment imaginer une constitution qui se veut fondatrice de

l'Europe et qui ne prenne pas en compte cette dimension pourtant essentielle à la définition de la future Europe ?

Un danger pour notre civilisation

En réalité, cette constitution ne marque aucun véritable tournant. Elle s'inscrit dans la lignée de l'Europe de Bruxelles, à la fois bureaucratique, mercantile et mondialiste. Elle prépare l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Et parce qu'aucune limite territoriale n'a été fixée, la Turquie sera suivie du Maroc, de la Tunisie et pourquoi pas de tous les pays du pourtour méditerranéen. Dès lors, cette constitution porte en germe la dissolution de l'Europe. Car si elle est conçue pour permettre l'entrée d'un pays non européen dans l'Europe, elle sera un instrument de destruction de notre civilisation. Comment imaginer en effet que l'Europe puisse se constituer avec des pays qui ne procèdent pas de sa civilisation ? Comment penser un seul instant que les Européens puissent se reconnaître dans une entité qui aurait des frontières communes avec l'Iran, la Syrie et l'Irak ?

Si la Turquie entre dans l'Europe, c'est la fin de l'Europe. Et parce que ce projet de constitution prépare l'entrée de la Turquie, nous devons nous y opposer. Pour défendre l'Europe, la vraie, l'Europe des nations.

François Thuillier

Pour un référendum sur la constitution

Le MNR juge indispensable de soumettre l'approbation de ce projet de constitution au peuple français. L'enjeu est trop important pour qu'il n'y ait pas un référendum sur cette question. D'ores et déjà, le MNR est prêt à partir en campagne pour défendre la France mais aussi l'Europe, la vraie.

Le MNR en ordre de bataille

Régionales 2004

La campagne électorale

Faire entendre la voix de la vraie droite dans les 22 régions de France

Alors que le nombre des déçus de l'UMP ne cesse d'augmenter et que le FN est devenu un défouloir pour exprimer son mécontentement, il est temps de faire émerger une vraie droite sans laxisme et sans extrémisme. Tel est l'objectif des listes MNR. Entre l'UMP et le FN, il faut mobiliser les Français contre l'islamisation, la récession économique, la crise scolaire et le mal-vivre. Il faut rendre aux Français l'espoir d'un vrai changement.

La présence du MNR aux élections régionales est une nécessité politique car les idées d'une droite de conviction doivent être représentées dans chacune des 22 régions de France.

Entre les lepénistes d'un côté et les centristes de l'UMP de l'autre, la droite est la grande absente de ce scrutin. Sur tous les grands sujets politiques, qu'ils soient ou non de compétence régionale, il faut faire entendre une voix différente qui rompe radicalement avec l'immobilisme raffarien et avec la marginalisation lepéniste.

Montrer notre différence

Sur l'islamisation de la France qui devient chaque jour de plus en plus inquiétante, sur l'école qui ne remplit plus son rôle de transmission du savoir, sur les questions environnementales et écologiques ou encore sur les libertés économiques bafouées et qui doivent être rétablies, le MNR a un rôle essentiel à jouer.

Après les élections du printemps 2002 au cours desquelles le MNR a été victime d'un phénomène très conjoncturel de "vote utile" en faveur de l'UMP et du FN, ces élections régionales seront l'occasion de marquer notre différence et d'apparaître pour ce que nous sommes vraiment, c'est-à-dire non pas un clone ou une dissidence d'un autre parti,

mais une formation nouvelle qui prend son essor et répond pleinement aux aspirations d'une très large fraction de la population française.

Pour cette raison, le MNR doit être présent et mener campagne sans se préoccuper de ses adversaires ou de ses concurrents. Avec pour seul objectif de faire comprendre aux Français de droite déçus par Raffarin et par Le Pen, qu'il existe, avec le MNR, une alternative pour créer les conditions d'un renouveau politique à droite. Le moment est venu de se mobiliser pour provoquer un vrai changement.

Rassembler les déçus de l'UMP et du FN

La situation politique sera d'ailleurs, pour cette élection, beaucoup plus claire que lors des précédents scrutins. En raison de la nouvelle loi électorale et du coût financier qu'elle implique une campagne régionale, le nombre de listes sera limité à cinq ou six dans la majorité des régions : une liste d'extrême-gauche, une liste socialo-vert-communiste, une liste UMP, une liste MNR et une liste lepéniste. Contrairement à ce qui s'est passé lors des élections présidentielles et législatives, la liste du Mouvement national républicain sera donc très visible et, de ce fait, beaucoup plus efficace politiquement.

En étant présent dans toutes les régions françaises au mois de mars prochain, le MNR peut donc étonner. Chacun, adversaire, journaliste ou électeur, ne pourra que constater la détermination, le courage, les convictions et la force de notre mouvement qui, surmontant toutes les difficultés, parvient à tenir et à durer. Par sa seule présence aux élections régionales, le MNR se dotera d'une image très forte dans l'opinion.

Mobilisation

Tous les adhérents et sympathisants doivent donc continuer à se mobiliser pour constituer et financer les listes. La commission d'investissement du MNR a désigné la quasi-totalité des têtes de listes régionales et plus de 80% des têtes de liste départementales.

Si la mobilisation se poursuit par ailleurs avec autant d'intensité jusqu'en mars, cet objectif de présence massive deviendra une réalité. Déjà, dans plusieurs régions, la campagne va démarrer car l'état d'avancement des listes le permet. Il faut maintenant que le MNR démontre concrètement qu'il investit le terrain. Des affiches seront très prochainement disponibles, notamment en PACA, en Ile-de-France, en Languedoc-Roussillon, en Picardie, en Lorraine, en Auvergne et en Bretagne. ■

04 : est lancée !

Le défi financier : encore un effort et ce sera gagné !

La présence du MNR aux régionales de 2004 est un nouveau défi à relever. Un défi financier, c'est-à-dire un défi de mobilisation et de conviction pour chacun.

Lorsque l'équipe dirigeante du MNR a effectué en mai et en juin dernier, aux côtés de Bruno Mégret, le tour de France des régions pour lancer les listes MNR dans toutes les régions, beaucoup d'adhérents, de militants et même de cadres ont paru dubitatifs et inquiets. Et c'était une réaction logique compte tenu des difficultés majeures que cela implique, notamment sur le plan financier.

Afin d'éviter toute augmentation de la dette qui menacerait l'assainissement des finances du mouvement, le principe retenu est simple : les listes sont auto-financées. En conséquence, les candidats qui le peuvent apportent leur contribution financière à la liste. Le solde du financement est recherché par les candidats, les cadres de la région et les militants, dans leurs cercles d'amis, leurs familles et leurs relations militantes.

Déjà 40 % du budget

Grâce au travail acharné de la plupart des secrétaires départementaux et des cadres locaux du mouvement, grâce à la générosité des militants, le MNR se trouve maintenant en situation de relever avec succès ce défi et d'être effectivement présent dans la quasi-totalité des régions de France. Mais à une condition impérative : que la mobilisation se maintienne au même niveau qu'aujourd'hui pendant encore quatre mois.

À l'heure actuelle, les listes sont financées à hauteur de 40 % environ. C'est déjà une belle performance mais c'est encore insuffisant. Malgré des campagnes qui seront faites à l'économie (le coût financier de 1 000 euros par candidat correspond à l'impression et à la livraison des matériels de campagne officielle : circulaires, bulletins de vote et affiches), le MNR se lance dans la course et engage concrètement la campagne là où les listes sont le plus avancées.

Poursuivre l'effort

Compte tenu des échéances de paiement des premières factures (achat du papier, etc.), il est indispensable d'accentuer, partout en France, la mobilisation et de convaincre celles et ceux qui doutent encore. La présence massive du MNR aux régionales n'est ni un rêve ni un pari hasardeux mais un nouveau défi qui sera surmonté comme ce fut le cas aux présidentielles pour la collecte des parrainages de maires ou encore aux municipales pour la constitution des listes.

Très concrètement, il faut que les régions qui sont encore «à la traîne» fassent de cette mobilisation financière une priorité en sollicitant d'une façon systématique et organisée les personnes susceptibles d'aider le mouvement. Parallèlement à la collecte des fonds et au recueil des candida-

tures, il faut commencer à mener campagne, à solliciter les médias et à développer nos thèmes afin de créer une synergie.

Toutes régions confondues, il faut, d'ici à la fin du mois de février, deux nouvelles candidatures par semaine et par région avec le financement correspondant. Si c'est le cas, alors le MNR aura une fois de plus surmonté les épreuves et les handicaps et pourra réinvestir le champ politique.

Alain Vauzelle

60% de votre don au MNR sera déduit de vos impôts

Des modifications législatives intervenues durant le mois d'août dernier ont modifié les règles sur la déduction fiscale. Autrefois, 50% de la somme versée sous forme de dons à un parti politique pouvait être déduit des impôts. **Dorénavant, c'est 60% qui pourra être déduit, dans la limite de 20 % du total des revenus imposables** et non plus de 10 % comme par le passé. En clair, lorsque l'on fait un don de 1 000 euros pour être candidat aux régionales, on pourra déduire 600 euros de ses impôts. Le don de 1000 euros devient ainsi un don de 400 euros.

Programme du MNR pour les régionales

4 thèmes de campagne

Islamisation, mal-vivre, crise scolaire, déclin économique, chômage, précarité... Ça ne peut plus durer. Les problèmes qui accablent nos compatriotes se font de plus en plus graves et pressants. Il est temps que cela change et le MNR fera campagne au plus près de nos compatriotes pour les inviter à reprendre la main.

Contre l'islamisation, défendons la république

Non confessionnel, le MNR n'entend évidemment pas dénoncer une religion. Chacun est libre de pratiquer la religion de son choix. En revanche, il veut combattre un projet politique de transformation de la société française mené par le parti islamiste. Ce dernier veut à l'évidence imposer à notre pays les règles publiques de la charia et pousse ses positions sur tous les fronts, avec les moyens classiques d'un parti politique : organisation, réseaux, militants et maintenant des élus dans les instances officielles. Le MNR veut combattre le parti islamiste car ses options et son projet sont incompatibles avec les valeurs qui fondent notre république et notre civilisation.

L'islamisme refuse la laïcité

La charia, véritable programme de gouvernement ne distingue pas le temporel du religieux. Cette confusion s'oppose à la tradition constante du monde européen qui a toujours distingué le pouvoir

politique des fonctions religieuses (« rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César »).

L'islamisme est incompatible avec la démocratie

Le parti islamiste défend le principe d'une règle immuable, la charia, qui s'impose à tout et à tous. Pour les islamistes, elle est donc au dessus de la Constitution et des lois votées par le parlement. Elle se trouve donc en contradiction avec les principes républicains, avec le principe même d'une constitution comme avec celui de la souveraineté populaire.

L'islamisme soumet la femme à l'homme

L'application de la charia est en totale contradiction avec la tradition occidentale affirmée par le préambule de la constitution qui « garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. »

La tactique islamiste est simple. Faire passer dans les mœurs un certain nombre de points essentiels de la charia. C'est ainsi que les militantes islamistes qui portent le voile dans les lycées ou dans les administrations ont pour but de banaliser cette pratique et de rendre inéluctable son acceptation.

Nos propositions d'action au sein des régions

Face au parti islamiste, il est urgent d'agir et l'action doit couvrir tous les domaines, y compris celui de l'action régionale :

- 1 - Exclure des financements associés aux politiques urbaines toute organisation liée de près ou de loin au parti islamiste.
- 2 - Ne tolérer aucune concession aux militants islamistes dans les lycées qui sont de compétence régionale. En particulier, tout signe d'appartenance au parti islamiste sera prohibé (voile, foulard, interdits alimentaires, etc.).
- 3 - Ne participer au financement d'un équipement public qu'à la condition expresse que celui-ci sera accessible à l'ensemble de la population sans distinction de sexe ou de religion.

Contre la crise scolaire, mettons de l'ordre à l'école

L'objectif de l'école n'est plus aujourd'hui de transmettre un savoir mais davantage de socialiser les enfants et les jeunes, de les fondre dans un moule « citoyennement correct ». Or, contre ce projet dangereux, le gouvernement ne fait rien.

Il faudrait pourtant supprimer le collège unique, instrument de l'égalitarisme socialiste et source de nombreux problèmes et désenchantements. Cette suppression devrait s'accompagner d'une diversification des cursus et des filières afin que chacun trouve une voie adaptée à

ses goûts et capacités. Il faudrait aussi supprimer les IUFM, lieux clos du pédagogisme, pour rendre la formation des professeurs à l'Université. Enfin il est temps de mettre fin à la violence, au trafic de drogue et aux menées des militants islamistes dans les lycées.

Nos propositions d'action au sein des régions

- 1 - Favoriser l'émulation et le mérite par la création de prix régionaux pour récompenser le meilleur élève de chaque classe.

2 - Mettre fin à l'orientation par l'échec dans le supérieur en instituant des tests d'entrée à l'université de sorte que chaque bachelier puisse juger de ses capacités.

3 - Supprimer les innombrables actions « éducatives » subventionnées qui consistent à distraire les élèves de ce qui devrait être l'essentiel de leur activité : apprendre.

4 - Mener une action très ferme contre les trafics et la consommation de drogue dans les lycées et mettre en place des vidéo-surveillances aux entrées et aux points sensibles de ces établissements.

5 - Exiger des lycées le respect de la laïcité contre toute tentative d'islamisation.

Contre le mal-vivre défendons la vie et l'environnement

La France vieillit et n'assure plus le renouvellement de ses générations. Sa population d'origine tend à disparaître, ce qui crée une situation dramatique. Un pays qui vieillit perd en effet son dynamisme, n'investit plus dans l'avenir et se condamne à accueillir sur son sol une population de substitution.

Priorité aux familles

L'encouragement aux naissances, les aides aux familles, l'aide aux mères en difficulté, les facilités accordées aux mères de famille ayant une activité professionnelle sont actuellement sacrifiés. Il

est temps de donner la priorité aux familles.

Mais accueillir des enfants c'est aussi rendre le territoire accueillant. Notre terre, nos paysages issus des mouvements naturels et du travail de l'homme sont constitutifs de notre patrimoine national et régional. Attachés à nos racines et à notre héritage, nous avons aussi pour priorité de défendre et de mettre en valeur notre patrimoine naturel aujourd'hui gravement menacé par des pollutions de toutes sortes : celles qui s'attaquent aux milieux naturels, l'eau, l'air ou les sols, mais aussi la pollution visuelle et les nuisances que connaissent les usagers des transports. Dans tous ces domaines, il faut agir pour défendre l'environnement et combattre le mal-vivre.

Nos propositions d'action au sein des régions

- 1 - Des structures d'accueil des mères seules et en difficulté seront réalisées.
- 2 - L'accès à la propriété des familles françaises de trois enfants ou plus sera encouragé par des prêts régionaux à taux zéro.

3 - Les femmes doivent pouvoir concilier réellement activité professionnelle et vie familiale. Il faut pour cela encourager le télétravail par le maillage du territoire en bornes de connexion à haut débit.

4 - Les entreprises seront financièrement encouragées à créer des services d'accueil des enfants du personnel et un effort important de création de crèches sera réalisé dans les petites communes.

5 - Pour les familles de trois enfants et plus, les charges de pension et demi pension dans les lycées seront réduites ainsi que les charges de transport régional et les frais de logement étudiant.

6 - La région mettra en valeur les sites naturels et procédera à la réhabilitation de nombreux éléments de notre patrimoine culturel.

7 - Pour la sécurité et l'harmonie de nos paysages, il sera procédé à l'enfouissement des lignes EDF et Telecom.

8 - Pour favoriser la qualité de vie, la région développera les transports et tout particulièrement les transports non polluants.

Contre le déclin économique, récompensons le travail

La France connaît un déclin économique particulièrement inquiétant. Un déclin qui résulte principalement du sort réservé à ceux qui travaillent, lesquels sont de plus en plus pénalisés au bénéfice de ceux qui profitent. Tout est fait pour dissuader les Français de travailler : le poids des prélèvements obligatoires ne cesse d'augmenter et la durée du travail ne cesse de diminuer.

Les dépenses publiques représentent 53 % du PIB, la dette 2/3 du PIB, les intérêts de la dette 15 % du PIB et les prélèvements obligatoires 45 % du PIB. Cette situation catastrophique nous met en très mauvaise position face à nos voisins européens et à nos principaux concurrents mondiaux qui ont un taux de prélèvement obligatoire inférieur de 10 points au nôtre. Le diagnostic est donc clair : il faut diminuer les dépenses publiques.

Remettre la France au travail

Quant à la durée du travail, c'est une

catastrophe. Les Français travaillent 1463 heures par an quand les Japonais travaillent 1980 heures et les Allemands 1700 heures. La loi des 35 heures est un handicap considérable pour notre économie. Outre ses effets purement comptables, cette loi provoque une désaffection pour le travail qui touche tous les milieux sociaux. Résultat : la France est passée du 20^e au 30^e rang en termes de compétitivité internationale de 2001 à 2002 !

Nos propositions d'action au sein des régions

- 1 - Diminuer les taxes régionales
Pour diminuer les impôts régionaux, il conviendra de réduire drastiquement les dépenses de l'ordre de 30 % en limitant les subventions aux innombrables associations que personne ne contrôle ainsi qu'aux entreprises qui n'en ont pas besoin. Ces aides sont injustes car elles ne bénéficient qu'aux entreprises les plus importantes et jamais aux TPE, artisans, commerçants

et professions libérales. La suppression de ces aides permettra de réduire notablement la taxe professionnelle, réduction qui profitera à tous ceux qui travaillent et qui créent de la richesse.

2 - Promouvoir le travail

Promouvoir le travail et le goût de l'effort cela commence par rompre avec l'esprit d'assistance. Or, la formation professionnelle est aujourd'hui largement dévoyée en direction d'une formation initiale du public jeune sans aucune qualification. Nous recentrons donc la formation professionnelle vers ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, la formation continue des salariés. Les entreprises en avaient été dépossédées au profit de l'éducation nationale, bien mal qualifiée pour assumer cette fonction.

3 - Rendre notre territoire attractif

Recentrée sur ses prérogatives, la Région travaillera à favoriser les activités en rendant le territoire plus attractif et en l'équipant d'infrastructures de communication : les routes, les canaux, le maillage en lignes de télécommunication à haut débit, l'offre de formation professionnelle sans oublier la qualité du cadre de vie.

Régionales : les candidats montent au créneau

Deux candidats déjà en piste

Le MNR est déjà en ordre de bataille dans la plupart des régions pour les élections de mars 2004. Ses têtes de liste sont pratiquement toutes investies et commencent leur campagne. Pour ce scrutin, le MNR mobilise ses forces vives. Des élus sortants expérimentés et reconnus pour leur compétence et aussi des personnalités nouvelles, de talent et de conviction. Preuve que le MNR, c'est à la fois la continuité et le renouvellement. Exemples : la Bourgogne et l'Ile-de-France.



Bourgogne : Claude Moreau

Le Chêne : Claude Moreau, dites-nous quelques mots sur votre parcours.

Claude Moreau : Je suis engagé en politique depuis 1976, conseiller régional de Bourgogne depuis 1986, membre de la commission permanente et Premier vice-président de la commission des finances depuis 1992. J'observe un paysage politique local toujours brouillé par les rapports de force entre crocodiles politiques, lobbies et société civile.

Le Chêne : Quel est le bilan du MNR au conseil régional ?

Claude Moreau : Depuis 1998, M. Soisson est obligé de compter avec toutes les composantes de la droite car il n'a pas de ma-

rité sans nous. Notre influence a donc été bien réelle sur la conduite des affaires régionales : refus de toute augmentation de la pression fiscale, désendettement significatif et constant, limitation des frais de fonctionnement et des subventions associatives, investissement préférentiel dans l'économie, l'emploi, l'aménagement du territoire et les transports ferroviaires.

Par le biais de vœux, d'amendements et de motions, nous avons obtenu ou infléchi des actions et posé les vrais problèmes qui sont en passe d'être résolus pour certains.

Le Chêne : La constitution de votre liste est déjà bien avancée et la campagne va commencer. Quels sont vos objectifs ?

Claude Moreau : Notre programme sera bien-sûr de renforcer les tendances de gestion que je viens d'évoquer, tout en restant vigilant sur la mise en œuvre de la décen-

tralisation. Par ailleurs, nous ne ferons rien qui puisse aider la gauche locale à ressusciter, ce qui nous différencie d'un FN totalement stérile et inefficace qui vient, par la voix de M. Gollnisch, de déclarer que «l'UMP n'aura pas la région Bourgogne».

Avec la forte ambition d'un score supérieur à 10% sinon à 5% pour peser sur le 2^e tour du scrutin, notre volonté est de durer. Notre président Bruno Mégret nous assigne la mission de combattre : chaque candidate ou candidat doit apporter son énergie, son dévouement et, cette fois, sa capacité contributive sur le plan financier.

Nous nous engageons dans cette campagne pour l'avenir de nos idées et du MNR, contre les lenteurs de l'UMP, contre les calculs suicidaires du FN mais, plus que jamais, pour la France !



Ile-de-France : Nicolas Bay

Le Chêne : La commission d'investiture vous a désigné pour conduire la liste du MNR en Ile-de-France. Qui êtes vous ?

Nicolas Bay : J'ai 25 ans ; juriste de formation et créateur d'entreprise, je suis engagé au MNR depuis ses débuts. Membre du bureau national, délégué national aux élections et aux campagnes, je suis secrétaire départemental des Yvelines et conseiller municipal de Sartrouville (78).

Le Chêne : Qu'apporte une liste MNR au débat politique en Ile-de-France ?

Nicolas Bay : Notre objectif est de faire entendre la voix de la vraie droite car aucun

des candidats en place ne défend les idées d'une droite de conviction, sans laxisme ni extrémisme. Nous allons dire la vérité aux Franciliens et proposer des solutions crédibles sur tous les sujets qui les préoccupent : l'islamisation de notre région, le travail qui est dévalorisé au profit de l'assistantat, la faillite du système scolaire ou encore la question des transports.

Le Chêne : Quel est le bilan du groupe MNR au conseil régional ?

Nicolas Bay : Pendant six ans, le groupe MNR, emmené par Jean-Yves Le Gallou, a réalisé un travail remarquable au Conseil régional pour limiter l'action néfaste de la gauche en obtenant à plusieurs reprises le rassemblement des forces de droite face au socialisme. Fort de notre groupe d'élus sortants au conseil régional et de leur action,

nous abordons cette campagne avec une bonne connaissance des dossiers et un programme cohérent et sérieux.

Le Chêne : Concrètement, où en est la constitution de la liste ?

Nicolas Bay : Grâce à l'enthousiasme et à la mobilisation de nos militants, adhérents et cadres, la liste est déjà financée à près de 40%. J'en profite d'ailleurs pour demander à chacun de faire encore un petit effort pour que nous soyons sûrs, dès la fin de l'année, d'être présents dans la course. Nos têtes de liste de sections départementales sont presque toutes désignées et nous allons lancer très prochainement la campagne avec dynamisme et énergie pour aller à la rencontre de nos concitoyens.

Mobilisation du MNR

Conseil national du MNR à Paris

Réuni le 15 novembre, le conseil national du MNR a débattu des grandes questions politiques d'actualité. Il a surtout préparé très concrètement les combats électoraux à venir, à commencer par les régionales.

C'est dans une ambiance agréable mais très studieuse que s'est réuni le conseil national du MNR. Au programme de cette journée particulièrement dense, une alternance d'interventions sur des questions politiques de fond et sur la préparation des élections de mars 2004.

Se sont succédé à la tribune Philippe Milliau, vice-président du groupe MNR au Conseil régional d'Ile-de-France, qui a présenté Nicolas Bay, tête de liste aux élections régionales, puis Véronique Péan, tête de liste en Picardie, qui a traité du problème de l'islamisation de notre pays. Claude Moreau est intervenu sur le déclin économique et la nécessité de récompenser et de revaloriser le travail, Yves Dupont, vice-président du MNR, a expliqué les causes de la faillite de notre système d'éducation qui ne remplit plus son rôle de transmission du savoir.

Ces interventions ont été suivies de débats et ont permis d'esquisser les principaux thèmes à développer aux régionales. Car c'est la préparation de celles-ci qui cons-

titue la priorité absolue. Jacques Gaillard, délégué national à l'encadrement, a rappelé le rôle essentiel des fédérations dans la recherche des candidats et des financements. Bertrand Robert, conseiller à l'action politique, a insisté sur les méthodes de campagne à mettre en œuvre et Annick Martin, secrétaire générale et tête de liste en Lorraine, a invité les fédérations à s'atteler en urgence à la constitution des listes.

Financer les candidatures

Enfin, Alain Vauzelle, trésorier national, a présenté le dispositif financier du MNR pour ces élections, insistant sur les différents moyens à mettre en œuvre pour collecter les candidatures et les soutiens qui permettront de financer la campagne. Il revenait naturellement au président du MNR de clôturer les travaux. Face à une situation politique inquiétante et à une classe politique pitoyable, Bruno Mégret a souligné que le MNR devait plus que jamais faire entendre la voix d'une vraie droite telle qu'une majorité de Français l'attendent.

Du nouveau au bureau national et au conseil national

Comme prévu dans les statuts, c'est le conseil national qui coopte ses membres et qui élit ceux du bureau national. Sur propositions du président, 19 personnes nouvelles ont été élues au Conseil national. Il s'agit de Patrick FERRIA (05), Jean-Claude LE CERF (22), Daniel CARRA (26), Monique ROBERT (35), Colette HORNUSS (36), Jean-Marie DESPRÉS (38), Pierre FORESTIER (38), Yolande JERINTE (42), Bruno CAPOBIANCO (45), Pierre RELACHON (69), Laurence LANGUEREAU (77), Jacques OUDIN (77), Gérard FLAMENT (78), Sébastien BALCON(78), Jacqueline GARNIER (82), Patricia VAYSSIERE (93), Michel GUILHEMTONIA (93), Robert DUPONT (94) et Patricia LACOMBE (95).

Par ailleurs, Lionel DAVID et Norbert CHETAÏL font leur entrée au bureau national. Lionel David, 32 ans, docteur en médecine, est secrétaire régional de Bretagne et tête de liste dans cette région. Norbert Chetaïl, 35 ans, cadre commercial, conseiller régional sortant, est secrétaire régional en Rhône-Alpes et tête de liste pour les régionales.

17 têtes de listes régionales et 72 têtes de listes départementales déjà investies

AQUITAINE : Bruno PALUTEAU
GIRONDE : Bruno PALUTEAU
LANDES : Jean-Paul PAROUTAUD
PYRÉNÉES-ATL. : Georges de PACHETERE

AUVERGNE : Claude JAFFRES
ALLIER : Jacques MAYADOUX
CANTAL : Pierre LACROIX
HAUTE-LOIRE : Paul BRULÉ
PUY-DE-DÔME : Claude JAFFRES

BASSE-NORMANDIE : Yves DUPRÉS
CALVADOS : Yves DUPRÉS
MANCHE : Michel COLIN

HTE-NORMANDIE : Ph. FOUCHÉ-SAILL
EURE : Yves DUPONT
SEINE-MARITIME : Ph. FOUCHÉ-SAILLENFEST

BOURGOGNE : CLAUDE MOREAU
NIÈVRE : Olivier MAHU
SAÔNE-ET-LOIRE : Jean COUPAT
YONNE : Claude MOREAU

BRETAGNE : LIONEL DAVID
CÔTES-D'ARMOR : Raymond BLANC
FINISTÈRE : Olivier MORIZE
ILLE-ET-VILAINE : Lionel DAVID
MORBIHAN : Claude LEMEUNIER

CENTRE : Anne-Marie CHALVET
CHER : Christian HEILLENSEN
EURE-ET-LOIR : Michel RONSMANS
INDRE : Gérard VIGINIER
INDRE-ET-LOIRE : Anne-Marie Chalvet
LOIR-ET-CHER : Roman LANDUREAU
LOIRET : Michelle PICAVEZ

CHAMPAGNE-ARDENNE : G. MARCINEK
ARDENNES : Chislain MARCINEK
AUBE : Olivier BADRÉ
MARNE : Benoît MARTEL
HAUTE MARNE : Jacques GAILLARD

ILE-DE-FRANCE : Nicolas BAY
PARIS : Bertrand ROBERT
SEINE-ET-MARNE : Laurence LANGUEREAU
YVELINES : Nicolas BAY

ESSONNE : Thierry CUVILIER
HAUTS-DE-SEINE : Christian PÉREZ
SEINE-SAINT-DENIS : Philippe MILLIAU
VAL-D'OISE : François LUSINCHI

LANGUEDOC-ROUSSILLON : E. PASCAL
AUDE : André CAU
GARD : Michel SERVILLE
HÉRAULT : Jean-Claude MANIFACIER
PYRÉNÉES-ORIENTALES : Elisabeth PASCAL

LORRAINE : Aannick MARTIN
MEURTHE-ET-MOSELLE : Catherine DAVION
MEUSE : Angelo CANALE
MOSELLE : Jean-Marie NICOLAY
VOSGES : Annick MARTIN

NORD-PAS-DE-CALAIS : Y. PHELIPPEAU
NORD : Rémy CASTERMANS
PAS-DE-CALAIS : Yann PHELIPPEAU

PAYS DE LA LOIRE : Arnaud de PERIER
LOIRE-ATLANTIQUE : Arnaud de PERIER
MAINE-ET-LOIRE : Jean-Philippe MOTTE
MAYENNE : Jacques DANSAN

SARTHE : Guido OMENETTO
VENDÉE : Paul PETITDIDIER

PICARDIE : Véronique PÉAN
AISNE : Véronique PÉAN
OISE : Jean-Marie CARLHIAN
SOMME : Yves DUPILLE

POITOU-CHARENTE : Pascal MARCOWSKY
CHARENTE : Gilles BRÉDILLOT
CHARENTE-MARITIME : Pascal MARCOWSKY
VIENNE : Gérard TETE

PACA : Bruno MÉGRET
HAUTES-ALPES : Jean-Pierre BOUTEILLE
ALPES-MARITIMES : Martine CHARRAC
BOUCHES-DU-RHÔNE : Bruno MÉGRET
VAR : Jean-Yves WAQUET
VAUCLUSE : Marie-Josée CROS

RHONE-ALPES : Norbert CHETAÏL
ISÈRE : Marie-Louise VADOT
LOIRE : Norbert CHETAÏL
HAUTE-SAVOIE : Marie-Christine MONTASTIER

Prochains rendez-vous

BOURGOGNE

Vendredi 28 novembre : Assemblée générale du MNR Côte-d'Or, à l'Hôtel Kyriad Continental, 7 rue du Dr Albert Rémi à Dijon en présence de Jean Coupât, Secrétaire régional de Bourgogne et de Jacques Gaillard délégué national aux fédérations.

CENTRE

Vendredi 21 novembre : Beaujolais nouveau de la fédération du Loiret.

ILE-DE-FRANCE

Vendredi 21 novembre : Beaujolais nouveau de la fédération de Seine Saint-Denis.

Samedi 22 novembre : Beaujolais nouveau de la fédération du Val d'Oise.

Lundi 24 novembre : Beaujolais nouveau de la fédération des Hauts-de-Seine avec Christian Pérez, secrétaire départemental, Nicolas Bay, tête de liste régionale et en présence de Bruno Mégret.

Vendredi 5 décembre : dîner-débat organisé par la fédération de Paris (17ème arrondissement) animé par Jean-Claude Rolinat, élu local, membre du Conseil national en charge de l'Observatoire national de l'islamisation de la France à l'occasion de son dernier ouvrage : « Quand l'islam frappe à la porte ».

LANGUEDOC ROUSSILLON

Samedi 22 novembre : Beaujolais nouveau de la fédération du gard à Nîmes, auour de Michel Servile, secrétaire départemental et de Elisabeth Pascal, tête de liste régionale.

Samedi 29 novembre : Réunion à 19 h. à l'Hôtel restaurant l'Eolienne, 170 av.Kennedy à Perpignan, en présence d'Elisabeth Pascal., André Cau , secrétaire départemental de l'Aude et Michel Servile.

LIMOUSIN

Samedi 22 novembre : réunion à Aubazine, près de Brive, pour la préperation des élections régionales avec Bruno Mégret et Francis Ducreux.

PAYS DE LA LOIRE

Samedi 22 novembre : Dîner-débat de la fédération de la Vendée autour de Paul Petitdidier et animé par Philippe Milliau, membre du Bureau national, chef d'entreprise.

Nominations



Francis Bocquillet

Francis BOCQUILLET, secrétaire départemental adjoint de l'Oise, est nommé secrétaire régional de Picardie.

Bernard DURRENWACHTER est nommé secrétaire départemental du Territoire de Belfort (90) en remplacement de notre ami Yvan Lajeanne qui s'est éloigné du département pour des raisons professionnelles.

Francis GROS est nommé secrétaire départemental de la Gironde (33) et secrétaire régional d'Aquitaine. Dans ses nouvelles responsabilités, il sera assisté de Bruno PALUTEAU.

Roman LADUREAU est nommé secrétaire départemental du Loir-et-Cher (41). Il remplace Maryline Hariti-Corbeau qui assumé cette responsabilité avec dévouement pendant trois ans.

Yann PHELIPPEAU est nommé secrétaire régional du Nord-Pas-de-Calais où il conduira la liste MNR aux élections régionales.

Michel RONSMANS est nommé secrétaire départemental de l'Eure-et-Loir (28)

Jean-Pierre TRAN assume provisoirement la fonction d'administrateur de la fédération de Dordogne (24).

Gérard VIGINIER est nommé secrétaire départemental de l'Indre (36). Il succède à notre ami Bernard Poulain, très occupé professionnellement.



Gérard Viginier

MISE AU POINT À PROPOS de l'hebdomadaire «Rivarol»

Contrairement à une idée encore répandue dans nos rangs, RIVAROL ne fait pas partie, c'est évident, de la «presse amie» du MNR. C'est d'ailleurs un choix délibéré qu'a fait sa directrice et nous en tirons toutes les conséquences. On ne peut en effet envisager de faire la promotion, par nos propos ou nos publications, d'un journal qui adopte à l'égard du MNR et de son président un comportement encore plus hostile que celui par exemple du très gauchiste *Libération*, le professionnalisme en moins. Merci aux rédacteurs de bulletins départementaux de prendre en compte cette mise au point.

IN MEMORIAM

Ils nous ont quittés

● Notre ami Francis Duval nous a quitté au terme d'une longue et douloureuse maladie. Militant exemplaire, cadre toujours attentif et disponible, conseiller régional de Haute-Normandie, son souvenir ne s'éteindra pas dans le cœur de ses nombreux amis du MNR.

● La fédération du Gard a la tristesse de nous faire part du décès de Paul Caïtucoli. Premier président honoraire de la Cour d'Orléans et chevalier de la Légion d'honneur, il laisse derrière lui le souvenir d'un homme désintéressé, toujours fidèle à ses convictions.

PUBLICITÉ

Ingénierie financière et fiscale

Sur la base des lois fiscales existantes, nous intervenons uniquement sur votre revenu imposable. Nous constituons un capital ou un patrimoine dans un temps minimum de 6 ans à 9 ans à partir d'une construction financière.

CONCERNE TOUT FOYER FISCAL MOYEN SANS APPORT PERSONNEL DE VOTRE PART

Tél : 01 48 29 81 65 ou 06 75 51 00 23 - Fax : 01 48 29 81 65

Afin de réduire au minimum son coût de revient tout en augmentant le nombre de pages et la qualité du magazine, Le Chêne ouvre ses colonnes à la publicité. Nos amis artisans, commerçants et entrepreneurs qui sont intéressés peuvent demander les tarifs et conditions auprès des services du siège.

Tchador, interdits alimentaires, menaces sur la laïcité...

Islam : le droit à la critique

L'islamisation se développe sur notre sol. La résistance aussi. Certains intellectuels refusent l'obscurantisme islamique. Ainsi Claude Imbert s'est-il affirmé islamophobe. Contre l'islamisation, le MNR n'est pas seul.

Le processus d'islamisation devient maintenant le problème numéro un dans notre pays. Il n'est pas de jour ni de semaine sans que cette question fasse la une des journaux. Tantôt il s'agit de nouvelles provocations, tantôt de nouvelles revendications, tantôt de nouveaux commentaires.

Islamophobie

Récemment, c'est l'éditorialiste du *Point*, Claude Imbert, qui s'est illustré sur ce sujet en expliquant devant les caméras de LCI qu'il était islamophobe. Voilà qui n'est pas sans étonner. M. Imbert dirige en effet un hebdomadaire qui n'a pas coutume de s'illustrer par ses positions non-conformistes. Pourtant dans ses commentaires critiques sur l'islam, Claude Imbert est allé très loin. Ainsi par exemple affirme-t-il que c'est le souci de l'islam de « supplanter la loi des États par la loi du Coran, qui en effet [le] rend islamophobe. » Alors, précise-t-il, que la religion chrétienne « n'a pas cette prétention » de sorte qu'il « n'y a aucune raison, sous le prétexte de la tolérance, de s'abaisser jusqu'à renier des convictions profondes ». M. Imbert va même beaucoup plus loin puisqu'il affirme : « J'ai le droit, je ne suis pas le seul dans ce pays, à penser que l'islam — je dis bien l'islam, je ne parle même pas des islamistes — en tant que religion apporte une débilité d'archaïsmes divers, apporte une manière [...] de déclasser régulièrement la femme ».

Avec ces propos M. Imbert a lancé un pavé dans la mare. Et immédiatement les bonnes consciences se sont mobilisées, le Mrap en tête, lui faisant injonction de s'excuser. Pourtant, dans son éditorial du *Point* Claude Imbert persiste et signe. « Je n'ai pas, écrit-il, d'excuses publiques à faire à la communauté musulmane de France » car « il ne faut pas accepter la régression intellectuelle qui consiste à ne pas pouvoir s'exprimer d'une façon paisible s'agissant d'une religion ». « Ce qui est extraordinaire, c'est que que les anticléricaux disaient contre l'Église catholique n'aurait pas la possibilité d'être dit à l'égard de l'islam. »

Liberté d'expression

Ces propos ont d'autant plus d'importance que M. Imbert ne s'est jamais déclaré hostile à l'immigration. Il siège même au sein du Haut Conseil à l'intégration. Ses déclarations révèlent en réalité la volonté de certains intellectuels de ne pas céder à l'obscurantisme que voudrait imposer l'islam. Comme le dit encore M. Imbert, « l'islamophobie, depuis les Lumières — et de Voltaire à Houellebecq — se porte bien et ne mérite en rien d'être ostracisée. On peut combattre le racisme, respecter la pratique privée, paisible de l'islam et garder, je l'espère, la liberté intellectuelle de résister non seulement à l'islamisme, mais à l'islam lui-même, la liberté de dénoncer ses obscurantismes, son déni des vérités scientifiques (...) Et, a fortiori, ses tentatives de défier, à l'école, [la] laïcité ».

Le MNR n'est pas seul

Saluons donc la lucidité et le courage de Claude Imbert. Ses prises de position montrent que le MNR n'est pas seul dans notre pays à s'inquiéter des conséquences d'une montée en puissance de l'islam sur notre sol. Certes, il n'y a que lui sur la scène politique à s'engager clairement contre l'islamisation. Mais notre mouvement peut compter à ses côtés sur une écrasante majorité de français et sur des compagnons de route. Des intellectuels mais aussi des militants parfois même de gauche qui peuvent s'opposer au MNR sur d'autres sujets mais qui œuvrent de façon convergente avec lui sur cette question essentielle : celle du maintien de notre civilisation européenne de tradition chrétienne, fondée sur les libertés, le respect des personnes et des droits, ainsi que de la laïcité de nos institutions. La situation est grave mais elle peut aussi provoquer une redistribution des cartes et une renaissance de la confiance en nous-mêmes. Car si nous devons avoir le droit de critiquer l'islam nous devons aussi avoir le droit d'être fiers de notre civilisation et de nos valeurs, de le dire, de le faire savoir et d'agir en conséquence. Bravo, M. Imbert.

Arnaud Frémont

BRÈVES

L'inquiétant rapport des RG

Les renseignements généraux de l'Essonne sont inquiets. Dans un récent rapport, ils observent une augmentation spectaculaire des conversions de non-musulmans. À la mosquée d'Évry-Courcouronnes, plus de 350 personnes auraient été converties cette année, sans compter les autres mosquées du département. Les responsables musulmans nient que certaines de ces conversions soient forcées. Reste que toutes les institutions, à commencer par l'Éducation nationale, constatent un retour à une pratique intransigeante.

Femmes bafouées à l'hôpital

À la commission sur la laïcité, commentaires angoissés d'un médecin hospitalier en Seine-Saint-Denis : des musulmans de plus en plus nombreux exigent que leur épouse soit soignée par une femme. « C'est faisable en consultation. Mais c'est plus complexe lors de l'accouchement ou en cas d'urgence. » Parfois, « le mari refuse que la patiente ait accès à la péridurale », et jamais la femme ne va « contre la volonté de son mari ». Lors de l'accouchement, « certains maris sont là pour surveiller qu'aucun homme n'entre dans la salle de travail ». « On assiste à une régression de la condition de la femme ». Vous avez dit islamophobe ?

Islamistes trafiquants

Des billets de 500 euros pour un montant total de plusieurs milliers d'euros ont été saisis par les policiers de la section antiterroriste de Paris. Surprise : les faux-monnayeurs n'étaient pas des malfrats du milieu. Ils appartenaient tous à un groupe islamiste radical, le Takfir wal-Hijra. Un mouvement venu d'Égypte qui recommande le crime contre les « mécréants » à condition de reverser une partie du butin à la cause fondamentaliste. Ou comment joindre le vice à la vertu !

Économie et social : Raffarin

Crise des finances publiques, déficit historique de la sécurité sociale, désindustrialisation inquiétante de notre pays, montée du chômage, croissance pratiquement nulle, la situation économique et sociale de notre pays ne cesse de se détériorer pour des raisons conjoncturelles mais surtout en raison de la politique menée par les gouvernements successifs de droite comme de gauche. Aujourd'hui, Raffarin, qui dispose pourtant de tous les pouvoirs, ne prend aucune mesure énergique pour enrayer ce processus. Il assiste en spectateur à la régression de la France. Analyses d'une faillite.

Licenciements, délocalisations...

La France perd son industrie

La désindustrialisation s'accélère. Elle ne touche plus seulement les industries traditionnelles mais affecte maintenant les secteurs de pointe. Résultat : notre pays perd son industrie ; le chômage et la précarité augmentent.

Le chômage a une nouvelle fois bondi de 1,0 % en septembre. Les prévisionnistes estiment que le taux de chômage pourrait avoisiner 10 % d'ici la fin de l'année, touchant plus de 2 500 000 personnes.

Un drame social

Sur le terrain, les délocalisations, les plans sociaux, les dépôts de bilan se multiplient. Dans le Nord, c'est la fermeture de la Comilog, une usine de ferromanganèse. Dans les Vosges, ce sont les usines textiles qui se trouvent mises en liquidation. Pas seulement Boussac et Victor Perrin, mais aussi BTT. Ailleurs, c'est la Compagnie générale de géophysique, CGG, spécialisée dans les services pétroliers, qui va licencier un tiers de ses effectifs. Il en va de même chez Yoplait où 650 emplois sur 2 000 ont été ou vont être détruits. Sans parler du GIAT où une nouvelle vague de licenciements de 3750 postes sur 6 250 est prévue d'ici à 2006.

On pourrait allonger à l'infini cette liste telle une oraison funèbre. Notre pays subit en effet un processus de désindustrialisation de très grande ampleur. Un processus qui a commencé il y a maintenant près de trente ans mais qui, loin de s'achever, connaît aujourd'hui une nouvelle vigueur.

Cette situation est catastrophique pour beaucoup de nos compatriotes qui vivent de ce fait des drames personnels. Le chômage, la précarité, se développent de façon inquiétante. Le nombre de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté est en croissance constante.

Cette situation dramatique pose le problème de la mondialisation. Car, à l'évidence, les choses ne se passent pas comme on nous l'avait annoncé. Ce ne sont pas seulement les industries anciennes qui ferment pour être remplacées par des industries plus compétitives. C'est l'ensemble de notre appareil de production industrielle, tous secteurs confondus, qui est maintenant clairement menacé par les effets de la mondialisation sauvage. Or, la poursuite d'un tel phénomène serait catastrophique, car notre pays pourrait connaître une régression économique majeure. Une grande nation ne peut pas se contenter de produire des services. Pour rester puissante, prospère et un tant soit peu indépendante, elle doit aussi disposer d'un appareil de production polyvalent.

Or, le gouvernement semble complètement dépassé par les événements. Il ne prend aucune mesure d'envergure pour faire face à ce phénomène qu'il se contente d'observer comme s'il était totalement impuissant.

Remettre la France au travail

Le gouvernement devrait pourtant agir avec énergie pour aider les acteurs économiques à faire face à la compétition internationale. Non pas par des subventions mais en desserrant l'étau qui les écrase. Il faut libérer les énergies, alléger les charges et remettre la France au travail. À cet égard il est temps de mettre en cause la loi absurde de Mme Aubry sur les 35 heures. Inutile pour cela de revenir en arrière. Il faut saisir cette occasion pour jeter les bases d'une législation du travail moderne,

sociale et efficace. Que ceux qui veulent gagner plus puissent le faire en travaillant plus. Que ceux qui veulent travailler moins puissent le faire en gagnant moins.

Une vraie politique industrielle

Le gouvernement doit aussi tirer les enseignements de cette mondialisation particulièrement néfaste. Il faut donc militer à l'échelle internationale pour une régulation des échanges. Le commerce à tout va n'est pas un objectif en soi. Il faut qu'il puisse se développer sans déstabiliser les pays qui le pratiquent. Bruxelles doit par ailleurs changer totalement de perspective. La Commission ne doit plus fonctionner comme un juge irresponsable qui se contente de sanctionner ceux qui transgressent ses règles sans se préoccuper des conséquences, comme elle a failli le faire pour Alstom.

Elle doit mener une véritable politique industrielle visant à favoriser les grandes entreprises européennes. Elle doit agir avec pragmatisme en ayant comme seul critère l'intérêt de l'Europe. Et dans cet esprit tous les moyens doivent être utilisés, y compris la protection du marché intérieur et les appuis accordés ponctuellement aux entreprises. Il s'agit en effet de développer une véritable stratégie industrielle à l'échelle de l'Europe. Et il faut s'en donner les moyens comme les Américains ou les Japonais n'ésitent pas à le faire.

L'heure est venue de refuser la fatalité pour permettre à la France et à l'Europe de rester de grandes puissances industrielles.

Jacques Constant

spectateur de la régression

Déficits, gaspillages, déremboursements

Sécurité sociale : du désordre au désastre

Il y a trente ans, à la fac de médecine, on disait déjà que, les dépenses médicales croissant beaucoup plus vite que le PIB, la situation de la sécurité sociale, « meilleur système du monde », serait vite préoccupante. Et depuis treize ans la branche maladie fait l'objet d'un déficit abyssal. Le « trou » de 10,5 Md € cette année sera de 15 Md € en 2004.

Une gestion désastreuse, pourquoi ? La « sécu » est gérée paritairement par les syndicats. Après avoir été dirigée par FO, elle est actuellement aux mains de la CFDT. Cette gestion syndicale paritaire (ou plutôt parasitaire) l'a rendue intouchable alors que les décisions étaient abandonnées à l'État. Aujourd'hui, la gestion est deux fois plus chère que celle de n'importe quelle compagnie d'assurance. Mais les gaspillages et le coulage n'expliquent pas tout, car il y a d'autres causes à cette faillite.

Ce sont celles de tous les pays développés : une population vieillissante, une technologie médicale coûteuse, des médicaments sophistiqués et une industrie de la santé puissante entraînent une augmentation inexorable de la consommation médicale (+26% en 4 ans, contre +10% pour le PIB).

La tonneau des Danaïdes

Mais il y a surtout la ruineuse exception française : en janvier 2000, la gauche crée la CMU (couverture maladie universelle). Il s'agit d'accorder la gratuité totale des soins aux personnes ne pouvant bénéficier de la sécurité sociale. Dès la première année, cela coûte 9 Md €. En 2002 ils étaient plus de 4,4 millions à en profiter sans rien payer alors que le salarié qui n'a pas les moyens de cotiser à une mutuelle paie 30 à 40 % de ses frais médicaux. En 2002, nouveau coup dur : le passage aux 35 heures des employés hospitaliers entraîne une augmentation de 7,2% des dépenses maladie (9Md €).

Et, la même année, M. Raffarin crée l'AME qui étend les avantages de la CMU aux clandestins. Coût en 2002 : 700M €. L'assurance maladie payée par ceux qui travaillent protège mieux ceux qui ne font rien que ceux qui la financent !

Pour faire face à ces dépenses monstrueuses, les travailleurs et les contribuables sont rackettés : 660 Md € de prélèvements obli-

gatoires (45% de la richesse nationale), dont 130 Md € pour la seule branche maladie.

La majorité de ces recettes colossales est prélevée sur les salaires, mais ces prélèvements stagnent (chômage, salaires gelés depuis le passage aux 35 heures). L'autre source de recettes, la CSG, stagne aussi en raison de la récession.

La France qui travaille ne peut plus faire face

Depuis 30 ans, on va de colmatage en replâtrage et un inutile Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie vient d'être créé. Quant au gouvernement, on sait déjà qu'au niveau des dépenses, il ne supprimera ni la CMU ni l'AMÉ et ne prendra que des mesurètes (déremboursement d'une poignée de médicaments) au demeurant dérisoires. Du côté des recettes, les prélèvements sur le travail sont au taquet car nous sommes déjà le pays du monde où les charges sociales sont le plus dévastatrices. Quant à augmenter la CSG, sachant qu'un point de plus rapporte 9 Md €, ce sera bien tentant pour le gouvernement, malgré ses dénégations.

Aujourd'hui, ce dernier s'achemine peureusement vers quelques diminutions de prise en charge du petit risque, ce qui provoquera un transfert de charges vers les mutuelles qui ont déjà prévu une augmentation de 10% de leurs dépenses à répercuter... sur les cotisations de leurs adhérents.

Réformer ce système condamné

Il est donc inévitable et urgent de réformer le système et il faut agir à deux niveaux : sur la nature des risques à prendre en charge d'une part et sur le degré de prise en charge par la collectivité d'autre part. Le tout collectif c'est le tout déficit, l'aboutissement naturel du système actuel. Le tout libéral, c'est le recours aux assureurs privés, le choix de l'opérateur et du type de risque assuré. Plus rentable, mieux géré, il a aussi ses inconvénients : les primes d'assurance

sont proportionnelles aux risques (familles nombreuses pénalisées, primes plus chères pour les personnes âgées). Il présente par ailleurs des risques : les assureurs peuvent être tentés de négocier avec les professions de santé comme aux USA et d'imposer leur politique de santé aux médecins et aux malades. Enfin, il faut savoir que soumettre la vie humaine à la loi du marché expose à l'euthanasie sociale.

Il faut dès lors réformer le système actuel en évitant les deux écueils du tout-collectif et du tout libéral. Le MNR propose d'introduire de façon pragmatique des libertés supplémentaires.

Il faut d'abord se débarrasser de la coûteuse gestion syndicale. Il faut ensuite cesser de financer les soins des extra-communautaires illégaux et de faire supporter le poids de la récession à notre système de santé.

La « sécurité sociale » doit proposer une protection minimale obligatoire pour ce qu'il est convenu d'appeler le gros risque (interventions chirurgicales, maladies graves et coûteuses). Pour le petit risque et les risques annexes (soins dentaires, optique, risques liés à la pratique sportive, etc.) l'assuré doit pouvoir choisir son niveau de protection et l'organisme opérateur : mutuelle, assurance privée ou contrats complémentaires proposés par la sécurité sociale. Cette liberté de faire jouer la concurrence entraînera la prise de conscience des assurés face aux dépenses de santé et leur permettra de choisir la part de leur budget qu'ils veulent consacrer aux petits risques de santé.

Notre pays a tout à redouter d'une énième reculade du gouvernement Raffarin dans le domaine de l'assurance maladie. Espérons qu'il n'est pas déjà trop tard pour changer les esprits et rendre aux Français une part de cette liberté et de cette responsabilité dont ils ont été privés depuis si longtemps.

D' Annick Martin

BRÈVES

Sarkozy piégé par un radar

Incroyable mais vrai ! Alors qu'il se rendait en voiture pour inaugurer un nouveau radar automatique sécurisé afin de mieux renforcer la répression contre les automobilistes en excès de vitesse, le ministre de l'Intérieur s'est fait prendre par un radar ... pour excès de vitesse. Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! Décidément, M. Sarkozy est un mauvais donneur de leçons.

FN embauche militants

Manifestement, le FN est à court de militants. Pour preuve cette petite annonce parue dans le journal Présent : "à l'occasion de la campagne des élections régionales, nous vous proposons de contacter par téléphone les électeurs - possibilité d'être salarié à temps plein, rémunération attractive." Lorsqu'il n'y a plus de militants, il ne reste plus qu'à les recruter. Aujourd'hui, ils paient les militants, paieront-ils demain les électeurs ?

Médecine en péril

Les médecins extra-communautaires ont continué d'affluer en France après juillet 1999, date à laquelle les nouveaux arrivants n'étaient plus autorisés à exercer sur notre sol. Alors qu'un numérus clausus contingente très sévèrement le nombre de médecins français formés chaque année, 3000 médecins qui ont obtenu leur diplôme hors union européenne (dont la majeure partie vient du Maghreb et d'Afrique noire) vont pouvoir passer un examen dès juin prochain pour exercer en France. Cet examen ne comportera que trois épreuves dont une de français (!), ce qui paraît bien léger pour s'assurer de la qualité de leur formation et de leur pratique. Alors que l'Europe des 15 va devenir l'Europe des 25 et va déjà être confrontée à la libre installation des médecins de tous les pays candidats à l'intégration, quel que soit leur niveau de compétence, cette décision est pour le moins surprenante... sauf si l'on veut des médecins au rabais ; mais attention, qui dit médecins au rabais ne dit pas forcément médecine moins coûteuse...

Impuissance du gouvernement**Réforme de l'État : une réformette de plus**

Alors que notre industrie est décimée par l'étatisme et la mondialisation, alors que les finances publiques constituent une accumulation de déficits et que la sécurité sociale est en péril, le gouvernement Raffarin gère le quotidien et multiplie les réformettes : la grande réforme de l'État que chacun attendait pour réduire les dépenses, assainir les finances et dynamiser l'économie s'est réduite à quelques mesures sur la rémunération et la gestion de la carrière des hauts fonctionnaires.

C'était l'une des réformes les plus attendues. Sur bien d'autres sujets, les Français ont fini par se résigner plus ou moins à l'immobilisme du gouvernement et aux discours sans effet. Mais, s'agissant de la réforme de l'État, beaucoup de Français pensaient que, s'il y a un domaine où on pouvait espérer quelque chose de bon, c'était celui-là. Eh bien non ! Malgré les déclarations d'intention et les promesses du candidat Chirac et celles de M. Raffarin lorsqu'il est arrivé aux affaires, la grande réforme de la fonction publique tant attendue est passée complètement à la trappe.

La montagne accouche d'une souris et le ministre en charge de la fonction publique, Jean-Paul Delevoye a bien du mal à démontrer que le texte qu'il présente va révolutionner l'administration française.

Les premiers effets dans 170 ans !

Alors que des mesures drastiques s'imposent pour simplifier les procédures administratives, diminuer réellement le nombre de fonctionnaires et réorganiser les services à tous les niveaux, le gouvernement se contente de réformer l'ENA en installant cette école à Strasbourg plutôt qu'à Paris. Il veut aussi faciliter pour les hauts fonctionnaires les allers-retours entre le secteur public et le secteur privé et instaurer un système d'avancement au mérite et non plus exclusivement à l'ancienneté. Quant au nombre de fonctionnaires, le gouvernement prévoit de supprimer 4 000 postes par an. Une mesure totalement ridicule quand on sait que la France compte 3 400 000 fonctionnaires et qu'il faudrait réduire les effectifs d'environ 20 %. Cela signifie que cet objectif sera atteint au bout de 170 ans avec la méthode Raffarin-Delevoye !

Une fois de plus, le gouvernement se moque des Français en tenant des discours offensifs sans jamais rien changer dans le fond. D'ailleurs, signe qui ne trompe pas, la gau-

che n'a réagi que très mollement et se contente de laisser les syndicats mener leur opposition stérile à ce projet. Les socialo-communistes sont rassurés : le gouvernement ne touche pas à leurs fiefs comme l'éducation nationale par exemple dont le budget et les effectifs n'ont cessé d'augmenter ces dernières décennies.

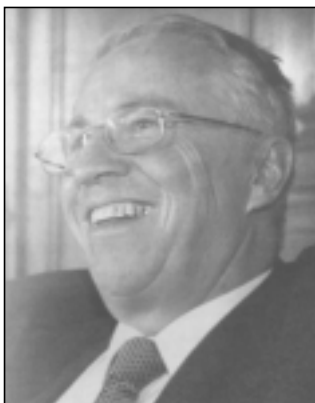
Le MNR ne se faisait bien-sûr pas d'illusion sur la capacité de Raffarin à mener cette réforme de la fonction publique car celle-ci aurait exigé qu'il s'attaque frontalement et idéologiquement à la gauche qui a installé au sein de l'État ses éléments les plus extrémistes.

La déception au rendez-vous

Si le gouvernement avait voulu faire une grande réforme de la fonction publique, réforme qui a été réalisée par nos voisins européens, il aurait dû s'en donner les moyens et accompagner cette mesure d'autres décisions pour rompre avec l'assistantat, mettre un terme à l'économie socialisée et introduire une notion de compétitivité dans les services publics.

De nombreux acteurs économiques espéraient que « ce Raffarin qui a fait l'ESSEC et n'est pas énarque » aurait osé la réforme que personne n'avait encore initiée. La déception sera d'autant plus grande que beaucoup pensaient que l'UMP, dans ce domaine, serait un peu moins lamentable que les socialistes. Si elle est décevante, cette pseudo-réforme n'en était pas moins très prévisible car on ne voit pas pourquoi le gouvernement ferait preuve de courage dans ce domaine alors que cette qualité indispensable pour mener une politique à bien, lui fait défaut dans tous les autres. La grande réforme de l'administration française ne pourra venir que, d'une vraie droite, déterminée et sans complexe, c'est-à-dire du MNR !

Nicolas Bay



Élections au Conseil national en Suisse

Belle victoire pour la vraie droite suisse

L'UDC, qui incarne en Suisse les valeurs de souveraineté, d'identité, d'ordre et de liberté économique est devenu la première force politique du pays. Fort d'une percée dans les cantons francophones et du soutien des forces vives du pays, le parti de Christophe Blocher devrait compter deux ministres dans le prochain gouvernement.

Et un de plus ! Après l'Italie, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, ce fut, le 19 octobre dernier, au tour de la Suisse d'offrir un triomphe à une droite de conviction sans complexe. Avec 27,7 % des voix, l'Union démocratique du centre (UDC) de Christophe Blocher a gagné onze sièges supplémentaires au Conseil national, devenant ainsi le premier parti suisse.

Percée en Suisse normande

Sur les onze sièges gagnés, sept l'ont été en Suisse romande où l'UDC était jusqu'alors moins bien implantée. À Genève, l'UDC est passée de 7,5% à 18,3% des voix et dans le canton de Vaud (Lausanne) de 10,7% à 20,8%. Un beau succès si ces résultats ne sont pas encore comparables à ceux réalisés dans la partie alémanique où l'UDC dépasse fréquemment la barre des 30%, culminant même à 43,6% dans le canton de Schwyz, cœur historique du pays.

Ces succès, l'UDC les doit d'abord à ses thèmes de campagne qui rencontrent un écho croissant dans la population : refus de la dictature bruxelloise et de l'immigration débridée, lutte contre la criminalité et contre l'excès d'impôts, etc. Le programme national, conservateur et libéral de Blocher ressemble en fait beaucoup à celui du MNR.

Le soutien des forces vives

Mais la victoire de Blocher est aussi celle de la persévérance tranquille. Les électeurs, et notamment ceux appartenant à la classe des entrepreneurs, « se sont mis à aimer Blocher » parce que, « à leurs yeux, il n'a jamais baissé les bras devant l'Etat providence, le gaspi, la suppression du secret bancaire, le manque d'ordre post-Mai-68 et la politique des petits copains. » notait *la Tribune de Genève*. Car, et c'est peut-être à un des aspects les plus intéressants de cette

élection, l'UDC et Blocher ont bénéficié d'un ralliement spectaculaire des milieux économiques.

Le virage des milieux économiques

Il est vrai qu'après plusieurs années de militantisme en faveur de l'Union européenne, les milieux économiques helvétiques sont devenus pour le moins eurosceptiques. Leur soutien à l'UDC n'a pas seulement été motivé par le refus de l'étatisme et du fiscalisme, mais aussi par la volonté de défendre la souveraineté et la spécificité de la Suisse face au moloch bruxellois. Ainsi le président du Crédit Suisse Group, Oswald Grübel déclarait récemment : « La Suisse doit absolument préserver son indépendance et ses valeurs propres. Certes, les pressions exercées par l'Union européenne vont encore s'accroître, mais la Suisse doit préparer la contre-offensive et se souvenir d'où lui vient son bien-être ». A savoir, précise-t-il, « de valeurs qui, finalement, n'ont pas tant changé que cela depuis 1900 ». Une opinion, désormais largement répandue dans les milieux d'affaires. Le président de l'Union des banques suisses n'estimait-il pas récemment que « le conseil fédéral doit retirer sa demande d'adhésion à l'Union européenne » ?

Et que l'on ne croie pas que les Suisses veulent se replier frileusement à l'abri de leurs montagnes ! Simplement, ils se méfient de l'Europe monolithique en gestation et préfèrent, afin de conserver leur souveraineté et leur liberté de manœuvre, privilégier les négociations bilatérales. Comme le résume Rolf Dörig, directeur général de Swiss Life, « la demande d'adhésion à l'Union européenne ne nous sert à rien et devrait, dès lors être retirée. Nous devons prioritairement nous concentrer sur l'aboutissement des négociations bilatérales ». Après le refus de la Suède de sacrifier sa monnaie à

l'euro, ce virage des grands patrons helvétiques démontre l'attrait déclinant de l'Europe caserne de Bruxelles et la préférence affirmée pour une nouvelle organisation européenne, plus souple.

Le refus du « tout ou rien »

Ces déclarations, et le nouveau consensus qu'elles reflètent, démentent donc les craintes exprimées par certains observateurs, surtout étrangers, de voir la Suisse gagnée par l'instabilité politique. Il est vrai que la victoire de l'UDC traduit une polarisation accrue du débat politique puisque le parti de M. Blocher a progressé aux dépens des deux formations du centre-droit, le parti démocrate-chrétien (PDC) et du Parti radical démocratique (PRD) qui ont perdu chacun sept sièges, tandis que, de leur côté, les socialistes et les Verts en gagnaient respectivement trois et quatre de plus. Cette situation nouvelle rend plus difficile la fameuse « formule magique » suisse en vertu de laquelle l'ensemble des grandes formations politiques — y compris l'UDC — étaient représentées dans un gouvernement dominé par le centre. Mais on voit mal ce qui pourrait interdire à Christophe Blocher d'entrer au gouvernement, que celui-ci comprenne ou non des socialistes. En effet, à l'inverse par exemple d'un Le Pen, Christophe Blocher et ses collègues de l'UDC ont toujours refusés d'endosser le rôle d'épouvantail. Refusant farouchement l'étiquette d'extrême-droite que certains entendaient leur attribuer, ils se sont également toujours gardés de jouer la politique du pire ou du tout ou rien. Résolument constructifs, ils étaient ainsi allés jusqu'à accepter, dans la précédente mandature, le portefeuille de la Défense. Et c'est là le dernier enseignement à tirer de leur belle victoire.

Christophe Dessanti

Raffarin : la grande désillusion !

Création du Conseil français du culte musulman, suppression de la double-peine, création de l'Aide médicale d'État au profit des clandestins, incapacité à mener les réformes économiques et sociales, déremboursement de 600 médicaments, augmentation des taxes sur l'essence... Le gouvernement mène une politique de gauche avec les voix des électeurs de droite. Raffarin c'est l'immobilisme total sauf vis-à-vis des fumeurs et des automobilistes qu'il a désignés comme boucs-émissaires !

Ça ne peut plus durer.. Avec le MNR, reprenez la main !

■ Contre l'islamisation

Défendons la république

Défendons la laïcité républicaine et les valeurs de notre civilisation européenne et chrétienne. Assurons le respect de la femme. Les musulmans ont le droit de pratiquer leur religion dans la sphère privée, mais ils ne doivent pas chercher à changer les règles publiques de notre pays.

■ Contre la crise scolaire

Mettons de l'ordre à l'école

Rétablissons à l'école les valeurs de travail et de discipline. Assurons l'enseignement réel des savoirs fondamentaux. Retrouvons une école qui transmette notre héritage de civilisation.

■ Contre le déclin économique

Récompensons le travail

Laissons opérer le génie des entrepreneurs. Les PME, artisans, commerçants, professions libérales, n'ont pas besoin d'assistance mais de liberté. Arrêtons de ponctionner ceux qui travaillent et de subventionner ceux qui profitent. Chacun doit pouvoir travailler plus pour gagner plus.

■ Contre le mal vivre

Défendons la vie et l'environnement

Protégeons la France des nouveaux barbares qui pour quelques dollars de plus polluent l'air, l'eau et l'espace. Préservons l'harmonie de la vie familiale. Rétablissons la solidarité avec nos anciens. Favorisons l'accueil à la vie de nos enfants.

AVEC BRUNO MÉGRET ET LE MNR

La vraie droite sans laxisme ni extrémisme



Nom..... Prénom.....

Adresse.....

..... Tel. :

J'apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de € (chèque à l'ordre de "AF MNR").

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le programme et l'action du MNR.

A RENVoyer À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26